



Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas.

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Ce document est émis par le ministère en charge de l'écologie.

Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur. Si vous ne disposez pas du logiciel adapté, vous pouvez télécharger Adobe Acrobat Reader gratuitement [via ce lien](#)

Cadre réservé à l'autorité chargée de l'examen au cas par cas

Date de réception : / /

Dossier complet le : / /

N° d'enregistrement :

1 Intitulé du projet

2 Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

2.1 Personne physique

Nom

Prénom(s)

2.2 Personne morale

Dénomination

Raison sociale

N° SIRET

Type de société (SA, SCI...)

Représentant de la personne morale : ☐ Madame

Nom

☐ Monsieur

Prénom(s)

3 Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.))

3.1 Le projet fait-il l'objet d'un examen au cas par cas dans le cadre du dispositif prévu aux I et II de l'article R.122-2-1 du code de l'environnement ? (clause-filet) ?

☐ Oui ☐ Non

3.2 Le projet fait-il l'objet d'une soumission volontaire à examen au cas par cas au titre du III de l'article R.122-2-1 ?

☐ Oui ☐ Non

4 Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire.

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Présenté dans l'annexe 3, le projet objet du présent dossier consiste, après démolition du bâti existant (à destination d'hôtel) d'une Surface de Planchers (SdP) de 5 575 m², en la construction d'un nouveau complexe immobilier de 13 717 m² de SdP principalement en R+3+Combles (et jusqu'à R+4+Combles uniquement en partie sud) et 2 niveaux de sous-sol comprenant :

- un hôtel de 9 674 m² de Surface de Planchers (SdP) d'une capacité de 240 lits et intégrant notamment un espace hébergement pour le personnel de 323 m² de SdP regroupant 24 lits,
- une résidence de 16 appartements d'un total de 4 043 m² de SdP et bénéficiant des services hôteliers.
- 96 places de stationnement réparties sur les 2 niveaux de sous-sol projetés.

4.2 Objectifs du projet

Le projet objet du présent dossier vise en particulier les objectifs suivants :

- Développer une offre hôtelière complémentaire à celle présente sur la station, l'hôtel actuel ne répondant pas aux attentes des touristes et aux objectifs économiques et architecturaux du nouveau gestionnaire : le projet vise le segment haut de gamme de la clientèle des sports d'hiver et une diversification de l'offre de services offerts à des clients plus exigeants.
- Créer un projet d'aménagement lié à l'accessibilité d'ensemble : l'accès des skieurs se fera via une plate-forme beaucoup plus large que celle existante, dans des meilleures conditions de sécurité. Le réaménagement du site utilisera le tunnel d'accès depuis le Jardin Alpin et non plus celui situé sous la piste de Bellecôte, usage qui jusqu'alors provoquait des nuisances pour les résidents des chalets voisins.
- Intégration du bâtiment dans son environnement et prise en compte du voisinage : le nouveau projet est pensé pour s'inscrire dans l'environnement exceptionnel de Courchevel 1850 et de son Jardin Alpin et propose des réflexions avancées pour une construction et une exploitation respectueuse de l'environnement (normes HQE, volet paysager).
- Pour une architecture d'exception, le projet présenté permet ainsi de réaliser un ensemble hôtelier et résidentiel avec une conception de type " Village ", d'une architecture beaucoup plus sensible et harmonieuse que s'il se composait d'un unique grand bâtiment produisant un effet désastreux et dommageable tant en terme d'architecture qu'en terme d'insertion dans le site.
- Un impact économique important sur la station et l'économie locale avec la création de 150 emplois directs.

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 Dans sa phase travaux

A ce stade d'avancement des études en matière de définition et d'organisation du chantier, le délai prévisionnel de réalisation des travaux nécessaires à la réalisation du projet est de 3 ans environ (phase de démolition des existants comprise).

Prenant en compte l'arrêt du chantier durant la saison hivernale et durant la saison touristique estivale (les préconisations de la commune en matière d'ouverture du chantier seront respectées), ce délai comprend les deux phases principales suivantes (lesquelles se chevauchent partiellement) :

- Une première phase d'environ 32 mois comprenant les travaux de démolition des existants, de sécurisation des terrassements et des bâtiments situés en périphérie, de forages, d'évacuation des terres et des déchets, de réalisation des fondations et du gros œuvre, de la charpente, des menuiseries extérieures (pour la mise hors d'eau et hors d'air).
- Une seconde phase d'environ 21 mois pour la réalisation des travaux de second œuvre et des travaux de raccordement aux différents réseaux.

La livraison du projet et l'ouverture au public de ses surfaces (après la vérification notamment par les services de l'Etat et de la Commune que la nouvelle construction répond aux règles de sécurité et d'accessibilité en vigueur) est prévue pour la fin de l'année 2028.

Il convient de souligner que ces travaux n'engendreront pas de détournement ou de coupure du trafic routier pendant la durée du chantier.

4.3.2 Dans sa phase d'exploitation et de démantèlement

Le projet intègre :

- un hôtel 4 étoiles de 9 674 m² de Surface de Planchers (SdP) regroupant :
 - > 240 lits regroupés en 80 clés (58 chambres et 22 suites),
 - > un espace hébergement pour le personnel regroupant 24 lits,
 - > un restaurant prolongé par une terrasse accessible depuis la piste de ski et ouvert au public extérieur,
 - > un restaurant plus petit situé au même niveau,
 - > un lobby accolé à l'accueil et ouvert sur la piste de ski,
 - > un espace détente regroupant une piscine, un spa, des salles de massage, une salle de gym,
 - > un ski-service en accès direct à la piste de ski.

- une résidence de 16 appartements d'un total de 4 043 m² de SdP et bénéficiant des services hôteliers.

En infrastructure, le projet comporte également 2 niveaux de sous-sol intégrant notamment 96 places de stationnement pour des véhicules automobiles (15 places au niveau de sous-sol -1 et 81 places au niveau de sous-sol -2) dont 62 places sont destinées aux clients de l'hôtel, 4 places sont destinées à son personnel et 30 places destinées à la résidence. L'accès à ces places de stationnement s'effectue au nord-ouest, depuis la rue du Jardin Alpin via une voie aménagée objet d'une servitude de passage entre le Département de Savoie et la SARL COURCHEROLE, maître d'ouvrage du projet. Cette voie permet d'accéder ensuite sur un tunnel existant appartenant à la SARL COURCHEROLE lequel permet enfin d'accéder au niveau de sous-sol - 1 du projet.

Le niveau de sous-sol - 2 intègre par ailleurs 2 emplacements de 12 m² pour le stationnement des vélos.

Les productions de chauffage, de climatisation et d'eau chaude sanitaires seront assurées par des Pompes à Chaleur (PAC) Air/Eau de type thermo frigo-pompe (permettant la production de chauffage et de climatisation en même temps). Des chaudières électriques permettront de réaliser le complément de puissance lorsque les températures extérieures seront très basses, mais également de secours (en cas de panne éventuelles de(s) PAC).

4.4 À quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

- ① La décision de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques du projet	Valeurs
- Superficie globale du terrain d'assiette (cf. détails dans l'annexe n°6) : 7 538 m ²
- Surface de Planchers (SdP) totale démolie : 5 575 m ²
- Surface de Planchers (SdP) totale construite (cf. détails dans l'annexe n°3) : 13 717 m ²
- Nombre maximal de niveaux prévus en infrastructure / en superstructure : 2 niveaux / 6 niveaux
- Nombre de places de stationnement existantes / projetées : 57 places / 96 places

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune d'implantation

Numéro : Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal : BP : Cedex :

Coordonnées géographiques^[1]

Long. : ° ' " Lat. : ° ' "

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7°a), 9°a), 10°,11°a) b),12°,13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36°, 37°, 38°, 43° a), b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement

Point de départ : Long. : ° ' " Lat. : ° ' "

Point de d'arrivée : Long. : ° ' " Lat. : ° ' "

Communes traversées :

Précisez le document d'urbanisme en vigueur et les zonages auxquels le projet est soumis :

La révision générale du PLU de la commune déléguée de SAINT-BON-TARENTEISE a été approuvée le 31 janvier 2017. Depuis, plusieurs procédures de modifications et de révisions allégées ont été adoptées. Dans le PLU en vigueur, résultant de la révision allégée n°3 adoptée le 5 septembre 2023, le site est compris en zone UH (Zone à dominante hôtelière), en zone 1AUh (secteur de développement à dominante d'hébergement hôtelier) et en zone Ns (secteur naturel accueillant les équipements liés à la pratique du ski et aux remontées mécaniques), zone dans laquelle le projet ne prévoit pas d'intervenir (cf. détails et explications dans l'annexe 7).

 Joignez à votre demande les annexes n°2 à 6.

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

☐ Oui ☐ Non

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage avait-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

☐ Oui ☐ Non

[1] Pour l'outre-mer, voir notice explicative.

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ? En cas de modification du projet, préciser les caractéristiques du projet « avant /après ».

5 Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

① Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive Géo-IDE, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site du projet n'est pas localisé dans une Z.N.I.E.F.F. Plusieurs de ces zones sont situées dans un large environnement autour du site. La Z.N.I.E.F.F. la plus proche du site est localisée, à son point le plus proche, à environ 2,3 km (à vol d'oiseau) plus à l'est. Il s'agit de la Z.N.I.E.F.F. de type 2 dénommée « Massif de la Vanoise » (cf. précisions dans l'annexe 8).
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site du projet est localisé dans le secteur de COURCHEVEL (département de la Savoie) dont l'altitude est la plus importante (secteur dit "COURCHEVEL 1 850" pour son altitude de référence). COURCHEVEL fait partie de la liste des communes de la région Auvergne-Rhône-Alpes figurant en zone de montagne (cf. annexe 2).
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les zones couvertes par un Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope les plus proches du site sont localisées à plus de 6,5 km à vol d'oiseau du site du projet (cf. précisions dans l'annexe 9).
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site du projet hors du coeur et hors de l'aire d'adhésion du Parc National de la Vanoise. Toutefois, comme le montrent les éléments joints dans l'annexe 9, le territoire de la commune déléguée de SAINT-BON-TARENTEISE sur laquelle il se situe, fait partie de l'aire d'adhésion "optimale" de ce parc national.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les infrastructures de transports terrestres situées dans le secteur de COURCHEVEL 1850 ne sont pas concernées par les différents Plans de Prévention de Bruit dans l'Environnement (P.P.B.E.) adoptés en Savoie, par le département ou par l'Etat, et par les Cartes Stratégiques de Bruit (C.S.B.) en résultant. Par ailleurs, le site sur lequel est prévu le projet est localisé hors des zones délimitées par le Plan d'Exposition au Bruit (P.E.B.) de l'altiport de COURCHEVEL approuvé par arrêté préfectoral DDT/SEEF n°2011-657 en date du 24 octobre 2011 (cf. annexe 10).
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les éléments fournis dans l'annexe 11 montrent notamment que le site du projet n'est localisé ni dans un des biens inscrits au patrimoine mondial ou dans leur zone tampon, ni dans un Monument Historique (M.H.) ou dans ses abords, ni dans un Site Patrimonial Remarquable (SPR).
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les éléments fournis dans l'annexe 12 montrent que le site du projet n'est pas localisé dans une des zones humides listées dans l'inventaire départemental disponible sur le site internet de l'Observatoire des Territoires de la Savoie et mis à jour en dernier lieu, en janvier 2023, dans le cadre du Porter à Connaissance de l'Etat.
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Un Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) a été approuvé par arrêté préfectoral du 21 décembre 2016 sur le territoire de la commune déléguée de SAINT-BON-TARENTEISE, sur lequel est localisé le site du projet, afin de réglementer les zones urbanisées et les zones urbanisables au regard des risques d'avalanches de chutes de blocs, des crues torrentielles, d'inondations et mouvements de terrains.
Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune de SAINT-BON-TARENTEISE n'est concernée par aucun PPRT actuellement en vigueur ou par un quelconque périmètre d'étude préalable à l'élaboration d'un tel plan (cf. annexe 15).
Dans un site ou sur des sols pollués ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site sur lequel est prévu le projet n'a jamais été occupé par des activités susceptibles d'entraîner une pollution des sols (cf. annexe 4).
Dans une zone de répartition des eaux ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site du projet n'est pas localisé dans une des Zones de Répartition des Eaux (Z.R.E.) du bassin Rhône Méditerranée listées à l'article R.211-71 du Code de l'Environnement (cf. précisions dans l'annexe 13).
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune déléguée de SAINT-BON-TARENTEISE comprend plusieurs captages sur son territoire. Toutefois, comme le montre l'illustration jointe dans l'annexe 14, extraite du document graphique du Volet « eau potable » joint en annexe du P.L.U., le site du projet objet du présent dossier n'est pas localisé à l'intérieur d'un des périmètres de protection définis aux abords d'un de ces captages.
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site n'est pas localisé, même partiellement, à l'intérieur d'un Site Inscrit. Comme l'indique le contenu de l'annexe 11, le Site Inscrit le plus proche, à savoir celui dénommé "Cirque Rocheux du Grand Marchet", est localisé au sud-est, sur la commune de PRALOGNAN-LA-VANOISE, à une distance (mesurée à vol d'oiseau au point le plus proche) d'environ 7.5 km.

Le projet se situe-t-il dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site du projet est relativement éloigné des différents sites répertoriés du réseau NATURA 2000. Localisé à environ 2,4 km au nord-est (à vol d'oiseau), la Zone Spéciale de Conservation (ZSC) dénommée "Massif de la Vanoise" est le site NATURA 2000 le plus proche du site (cf. précisions dans l'annexe 5).
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site n'est pas localisé, même partiellement, à l'intérieur d'un Site Classé. Comme l'indique le contenu de l'annexe 11, le Site Classé le plus proche, à savoir celui dénommé "Vallon de Champagny-le-Haut", est localisé au nord-est, sur la commune de CHAMPAGNY-EN-VANOISE, à une distance (mesurée à vol d'oiseau au point le plus proche) d'environ 8,3 km.

6 Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veuillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet n'engendrera aucun prélèvement dans les eaux souterraines ou dans les eaux superficielles. Il sera par ailleurs raccordé au réseau public existant d'alimentation en eau potable.
	Impliquera-t-il des drainages/ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Comme le montre le rapport d'étude joint en annexe 17, les investigations menées par le bureau d'études géotechnique ont révélé l'absence d'eau souterraine sous forme de nappe phréatique. Toutefois, à l'échelle du versant, l'eau souterraine s'exprime par des circulations aléatoires et périodiques au sein des horizons de couverture et aux interfaces entre terrains de perméabilité différente. Les solutions techniques envisagées à ce stade de définition des études pour assurer la protection vis-à-vis des venues d'eau souterraine sont les suivantes : En phase chantier, la solution envisagée consisterait à protéger les talus par la mise en œuvre de masques en enrochements dans les zones de plus fortes venues d'eau, avec cunettes de pied de talus et évacuation gravitaire ou relevage. Les épis drainants seraient mis en place aussitôt le fond de fouille atteint. / En phase définitive, la solution envisagée consisterait à la mise en œuvre d'un drainage périphérique. Cette solution serait complétée par les mises en place d'un tapis drainant en sous face de dallage sur géotextile anti-contaminant, d'un drainage de tous les pieds de murs en redans, d'une protection verticale des parties enterrées (adaptée au niveau de protection recherché en fonction notamment de la destination des locaux concernés) et d'un cuvelage des fosses d'ascenseurs. L'ensemble de ces dispositifs serait raccordé à un exutoire gravitaire ou un collecteur dédié. Les eaux de drainage ainsi collectées seraient ensuite rejetées au réseau d'eaux pluviales de la commune.
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Selon les estimations réalisées à ce stade par la maîtrise d'oeuvre, les travaux de terrassements nécessaires à la réalisation du projet devraient conduire à excaver un volume de terres d'environ 40 000 m3. En phase étude, et avant de commencer les travaux, le maître d'oeuvre se rapprochera des services techniques de la Ville pour étudier la possibilité de réemploi de tout ou partie de ces terres afin de minimiser les déplacements de camions nécessaires à l'évacuation des déblais excédentaires.
	Est-il déficitaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Est-il en adéquation avec les ressources disponibles, les équipements d'alimentation en eau potable/ assainissement ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet s'inscrit en lieu et place d'un complexe hôtelier existant (cf. annexe 4) dont le fonctionnement est aujourd'hui assuré notamment par des raccordements aux réseaux techniques des différents concessionnaires (eau potable, assainissement, électricité, etc.). Les raccordements prévus sont détaillés et illustrés dans l'annexe 3).
	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La réalisation du projet entraîne la coupe d'une dizaine d'épicéas épars sur le site (uniquement dans ses emprises situées au sein des zones UH et 1AUH du PLU). Après les travaux de terrassements, les formes des pentes seront réalisées pour reformer l'essence initial du lieu. Dix arbres de type résineux d'essences locales adaptés au site seront plantés dans la partie sud du site (cf. plan de masse joint en annexe 3). Les différentes zones non bâties au sein des limites du projet seront végétalisées avec un couvert de type prairie de montagne afin de permettre une continuité avec le relief en place et la nature des végétaux existants environnants.
Milieu naturel	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Comme illustré dans l'annexe 5, le site est relativement éloigné des différents sites NATURA 2000 aujourd'hui définis, le plus proche étant en l'occurrence la Zone Spéciale de Conservation (ZSC) dénommée "Massif de la Vanoise" localisée à environ 2,4 km au nord-est (à vol d'oiseau), Le projet, prévu par ailleurs sur un site très majoritairement occupé par un complexe hôtelier existant, n'aura donc aucun impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données de ce site Natura 2000.
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet mobilise la parcelle cadastrée AD26 recouverte aujourd'hui d'un espace disposant d'un couvert végétalisé (type prairie) et classé dans la zone à urbaniser 1AUh au P.L.U. de la commune de SAINTBON-TARENTEISE (cf. annexe 7). Le site du projet intègre également une superficie classée en zone Ns (secteur naturel accueillant les équipements liés à la pratique du ski et aux remontées mécaniques) uniquement parce que la partie concernée intègre, en souterrain, un tunnel que le projet entend conserver pour l'utiliser dans le parcours d'accès futur au projet. Ce dernier ne projette pas de travaux dans cette partie du site.
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'analyse de l'exposition du projet à ces risques fait l'objet d'une présentation détaillée dans l'annexe 15-2. Les éléments contenus dans cette annexe montrent que le projet n'est pas concerné par la zone d'aléa effondrement (risque minier) identifiée sur le territoire de la commune déléguée de SAINT-BON-TARENTEISE et n'est pas localisé au voisinage d'une ICPE soumise à "Autorisation".
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'analyse de l'exposition du projet à ces risques fait l'objet d'une présentation détaillée dans l'annexe 15-1. Les éléments contenus dans cette annexe montrent que le site du projet est localisé hors des zones soumises aux risques d'avalanches de chutes de blocs, des crues torrentielles, d'inondations et mouvements de terrains définies et réglementées par le PPRN approuvé par arrêté préfectoral du 21 décembre 2016 sur le territoire de la commune déléguée de SAINT-BON-TARENTEISE. Ils montrent également que cette commune, comme de nombreuses autres communes de Savoie, est concernée par le risque sismique (classification en zone 3 dite "modérée") et le risque lié à la présence de radon (classification en zone de potentiel de catégorie 3).
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>En phase travaux, le projet engendrera des déplacements de camions et d'engins de chantier.</p> <p>En phase d'exploitation, le projet engendrera nécessairement des déplacements liés aux arrivées / départs des clients et aux livraisons de marchandises indispensables à l'activité du complexe hôtelier.</p>
	Est-il source de bruit ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>En phase travaux (pour la construction du projet mais également pour la déconstruction du bâti existant), les engins de chantier mobiles ou fixes qui seront utilisés (foreuses, grues, etc.) pourront être des sources de bruit. Ces engins seront conformes à la réglementation visant à éviter voire à limiter d'éventuelles nuisances.</p> <p>En phase d'exploitation, de faibles nuisances pourront être générées ponctuellement par les livraisons de marchandises et l'exploitation normal d'une activité hôtelière.</p>
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>En phase d'exploitation, et compte tenu de l'environnement du site dans lequel se trouvent plusieurs autres établissements hôteliers, des nuisances similaires à celles susceptibles d'être générées par le projet pourront également être perçues. En outre, comme cela est indiqué précédemment, le site du projet est localisé hors des zones délimitées par le Plan d'Exposition au Bruit (P.E.B.) de l'aéroport de COURCHEVEL (cf. annexe 10).</p>
	Engendre-t-il des odeurs ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>En phase d'exploitation, seules les activités de restauration et de lingerie pourront éventuellement être sources d'odeurs. Les déchets d'activité seront triés et stockés dans des locaux adaptés et fermés.</p>
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>En phase chantier, les riverains du site et les usagers des voies les plus proches pourront notamment être soumis à d'éventuelles vibrations lors de l'utilisation d'engins en limite de propriété. Les phases de construction du projet induiront également un trafic routier (camions, engins de chantier) susceptible de générer des nuisances sonores et vibratoires.</p> <p>En phase d'exploitation, aucune vibration ne sera générée.</p>
	Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le projet ne prévoit pas l'installation et donc l'exploitation d'une enseigne lumineuse. Les seules émissions de lumière produites par le projet sont celles qui seront issues de l'éclairage intérieur des locaux lesquelles seront perceptibles depuis l'extérieur.</p>
	Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Les seules émissions susceptibles de concerner le projet seront celles qui seront issues des constructions avoisinantes (éclairage intérieur des locaux et éclairage extérieur) et de l'éclairage public.</p>
Émissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le projet ne prévoit pas d'exploiter une installation type Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) susceptible notamment d'émettre des produits polluants et les rejeter dans l'atmosphère.</p> <p>En phase chantier, des mesures seront prises pour limiter les sources de pollution atmosphérique (interdiction de brûler des matériaux, humidification du site pour limiter la dispersion des poussières, etc.).</p>
	Engendre-t-il des rejets liquides ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Compte tenu de sa programmation, le projet engendrera nécessairement des rejets d'eaux usées et d'eaux pluviales.</p>
	Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Ces rejets auront lieu dans le réseau d'assainissement existant avoisinant au moyen de raccordements à créer dans l'opération, dans le respect de la réglementation en vigueur.</p>

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Émissions	Engendre-t-il des effluents ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le projet engendre nécessairement la production d'eaux usées liés à l'exploitation des locaux prévus dans le programme. Ces eaux usées seront rejetées dans le réseau d'assainissement existant aux abords du site.</p> <p>En raison de fuites, le stationnement des véhicules en sous-sol peut occasionnellement être à l'origine de dépôts d'hydrocarbures (carburant, huile) sur le sol. Ces effluents seront dirigés vers un séparateur d'hydrocarbures avant leur rejet dans le réseau d'assainissement existant aux abords du site.</p>
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>En phase d'exploitation, les différentes activités du projet généreront des déchets (ordures ménagères, emballages, cartons, verre, etc.). Ces derniers feront l'objet d'un tri sélectif à l'intérieur de la construction, dans des locaux suffisamment dimensionnés.</p> <p>Concernant la phase chantier, et conformément à la réglementation, un diagnostic des Produits, Equipements, Matériaux et Déchets (P.E.M.D.) sera réalisé avant la démolition du bâti existant. Il permettra notamment une classification des déchets par catégorie ainsi qu'une estimation des quantités à attendre de la phase démolition.</p>
Patrimoine/Cadre de vie/Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Les éléments d'information concernant le patrimoine en général sont fournis dans l'annexe 11. Ces éléments montrent notamment que le site du projet n'est localisé à l'intérieur ni d'un des périmètres de protection liés Monuments Historiques, ni d'un SPR, ni d'une zone archéologique connue, ni d'une zone de présomption de prescription archéologique. Les éléments contenus dans l'annexe 11 montrent par ailleurs que le site n'est localisé à l'intérieur ni d'un Site Inscrit, ni d'un Site Classé.</p>
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le site est déjà occupé par un équipement hôtelier présent depuis de nombreuses années (cf. annexe 4).</p>

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

☐ Oui ☐ Non

Si oui, décrivez lesquelles :

Un examen des rubriques des sites Internet des différentes autorités environnementales compétentes consacrées aux dossiers de demandes d'examen au cas par cas et aux évaluations environnementales de projets a été réalisé pour les dossiers déposés au cours des 6 dernières années. Cet examen montre qu'aucun autre projet, susceptible d'entraîner des incidences qui pourraient se cumuler avec celles du projet objet du présent dossier, n'a été identifié dans les environs de ce dernier et plus largement dans le secteur de Courchevel 1850 (considérant notamment que ce projet se substitue à ceux précédemment prévus sur ce même site et ayant fait l'objet d'une précédente demande d'examen au cas par cas et pour lesquels finalement l'autorité environnementale compétente avait délivré à chaque fois une dispense d'évaluation environnementale (cf. détails dans l'annexe 3))

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

☐ Oui ☐ Non

Si oui, décrivez lesquelles :

6.4 Description des principaux résultats disponibles issus des évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables

Sans objet. Le projet ne relève d'aucune procédure d'autorisation (autre que le permis de construire valant permis de démolir indiquée dans la rubrique 4.4 du présent formulaire) ou même de déclaration pour lesquelles ces incidences nécessiteraient d'être évaluées. Pour mémoire (cf. annexe 3), contrairement aux précédents projets prévus par le maître d'ouvrage sur ce site depuis 2018 pour lesquels, à chaque fois, une demande d'examen au cas par cas avait été réalisée et adressée à l'autorité environnementale compétente (laquelle les avait dispensés, à chaque fois, de réaliser une évaluation environnementale), le projet objet du présent dossier ne prévoit plus la mise en oeuvre d'une installation géothermique dont les travaux et / ou l'exploitation relevait des dispositions de la loi sur l'eau

6.5 Description, le cas échéant, des mesures et caractéristiques du projet susceptibles d'être retenues ou mises en oeuvre pour éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (en y incluant les scénarios alternatifs éventuellement étudiés) et permettant de s'assurer de l'absence d'impacts résiduels notables. Il convient de préciser et de détailler ces mesures (type de mesures, contenu, mise en oeuvre, suivi, durée).

L'hôtel Courcheneige actuellement présent sur le site du projet fait l'objet, dans le cadre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Tarentaise Vanoise en vigueur, d'une des Unités Touristiques Nouvelles (U.T.N.) dites structurantes visant à restructurer l'immobilier touristique sur le territoire couvert par ce document. Comme le précise le rapport de présentation du SCoT, une démarche d'évaluation environnementale spécifique à chacun des projets définis dans ces différentes U.T.N. a été réalisée dans le cadre de l'élaboration de ce schéma, d'une part, afin de vérifier l'adéquation des projets avec les orientations du SCoT, et d'autre part, afin d'évaluer les incidences négatives potentielles sur l'environnement. Concernant l'U.T.N. définie pour l'hôtel Courcheneige, ces incidences, jugées comme étant limitées par les responsables du SCoT, ainsi que les mesures prévues (reprises par le projet objet du présent dossier, telle que le montre sa présentation figurant en détails dans l'annexe 3) sont rappelées dans l'annexe 16.

Figurent également en annexe 17 du présent dossier, une étude géotechnique (mission G2AVP-PAS) réalisée par un bureau d'études spécialisé et dans laquelle figurent, au regard de la sensibilité du site (localisé, comme d'ailleurs le reste du territoire de la commune, dans une zone de sismicité 3), une évaluation des incidences géotechniques attendues et des mesures à mettre en oeuvre (en matière de fondations, d'eau, de terrassements, etc.).

7 Auto-évaluation (facultatif)

① Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Le projet prévoit de développer un nouvel équipement hôtelier en lieu et place d'un hôtel existant dans le cadre des dispositions prévues par le SCoT Tarentaise Vanoise (une U.T.N. structurante, avec laquelle le projet correspond, ayant été définie sur cet emplacement). Le site sur lequel ce projet est prévu ne fait l'objet d'aucune protection au titre des espaces naturels (Natura 2000, zones humides, etc. cf. annexes 5, 9 et 12) et ne présente aucun enjeu patrimonial (cf. annexe 11) ou intérêt écologique particulier (cf. annexe 8). Par ailleurs, il ne figure ni dans une « zone non constructible », ni dans une des « zones à risques » définies par le PPRN réglementant les zones urbanisées et les zones urbanisables au regard des risques d'avalanches de chutes de blocs, des crues torrentielles, d'inondations et mouvements de terrains. Il n'est pas non plus exposé aux risques technologiques identifiés sur le territoire de la commune (cf. annexe 15). Il ne nécessite pas, pour son fonctionnement, d'installation technique susceptible d'engendrer des pollutions ou des nuisances, ni d'avoir à solliciter d'autre autorisation subordonnée notamment à l'évaluation préalable d'incidences environnementales spécifiques (notamment au titre de la Loi sur l'Eau). Pour ces différentes raisons, en particulier, il n'apparaît donc pas nécessaire de réaliser une évaluation environnementale.

8 Annexes

8.1 Annexes obligatoires

Objet		
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - non publié.	<input type="checkbox"/>
2	Si le projet fait l'objet d'un examen au cas par cas dans le cadre du dispositif prévu aux I et II de l'article R.122-2-1 du code de l'environnement (clause filet), la décision administrative soumettant le projet au cas par cas.	<input type="checkbox"/>
3	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe).	<input type="checkbox"/>
4	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain.	<input type="checkbox"/>
5	Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6°a), b) et c), 7°a), 9°a), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36, 37°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé	<input type="checkbox"/>
6	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6°a), b) et c), 7° a), 9°a), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36, 37°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau	<input type="checkbox"/>
7	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d’ouvrage ou petitionnaire

ⓘ Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d’évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent.

Objet		
1		<input type="checkbox"/>
2		<input type="checkbox"/>
3		<input type="checkbox"/>
4		<input type="checkbox"/>
5		<input type="checkbox"/>

9 Engagement et signature

Je certifie sur l’honneur avoir pris en compte les principaux résultats disponibles issus des évaluations pertinentes des incidences sur l’environnement requises au titre d’autres législations applicables ☐

Je certifie sur l’honneur l’exactitude des renseignements ci-dessus ☐

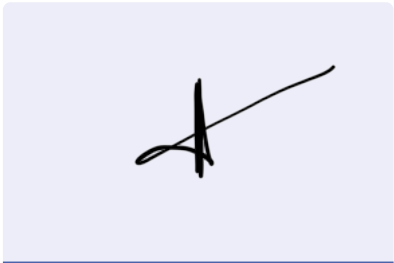
Nom

Prénom

Qualité du signataire

À

Fait le / /



Signature du (des) demandeur(s)